

ÉRIC BERR

MACROÉCONOMIE

DUNOD

Graphisme de couverture : Pierre-André Gualino
Illustration de couverture : © metamorworks / fotolia.fr
Mise en pages : Lumina

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Dunod, 2019
11, rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com
ISBN 978-2-10-079122-4

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^o et 3^o a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Avant-propos	XI
Introduction	1
Partie 1	
L'approche macroéconomique et la représentation simplifiée du circuit économique	7
Chapitre 1 L'approche macroéconomique	9
1. Les deux voies de la science économique : la macroéconomie et la microéconomie	9
1.1. Deux visions du monde différentes	9
1.2. Les trois grands clivages : monnaie, équilibre, temps	10
2. Macroéconomie orthodoxe et macroéconomie hétérodoxe	11
2.1. Réalisme et instrumentalisme	11
2.2. Holisme et individualisme méthodologique	13
2.3. Rationalité absolue et rationalité raisonnable	14
2.4. Production et rareté	15
2.5. L'attitude face aux marchés	16
3. L'optique du circuit et sa filiation post-keynésienne	17
3.1. Le principe de la demande effective	17
3.2. L'incertitude radicale	18
3.3. Le temps historique	18
3.4. L'économie monétaire de production	19
3.5. Les conflits de répartition	19
L'essentiel	21
Entraînez-vous	22
Solutions	23

Chapitre 2	Le système capitaliste selon Marx	25
1.	L'héritage conceptuel de Marx	25
1.1.	La philosophie de l'histoire : l'héritage hégélien	26
1.2.	La théorie de la valeur-travail : l'héritage ricardien	27
1.3.	Le schéma de la reproduction : l'héritage « quesnaysien »	31
2.	L'analyse d'ensemble de la crise capitaliste	35
2.1.	La condition marxiste de la crise capitaliste	35
2.2.	L'inéluçtabilité de la crise	37
2.3.	La régulation capitaliste	39
	L'essentiel	42
	Entraînez-vous	43
	Solutions	45
Chapitre 3	La conception du système économique selon Keynes	49
1.	La relation investissement-épargne et la « révolution keynésienne »	50
1.1.	Keynes et les impasses de l'économie « classique »	50
1.2.	La « révolution keynésienne »	51
2.	La représentation du système économique par le circuit keynésien	54
2.1.	Les pôles	54
2.2.	Les flux	55
2.3.	Le circuit keynésien de base	58
3.	Le mécanisme de l'équilibre des flux : le multiplicateur keynésien	60
3.1.	Définition du multiplicateur keynésien	60
3.2.	La dynamique équilibrante du multiplicateur	61
3.3.	Le multiplicateur et la politique économique	62
4.	Le mécanisme de la crise économique	65
4.1.	Le circuit keynésien en économie ouverte	65
4.2.	La condition de crise dans le circuit keynésien	66

4.3. Les facteurs de la crise dans le circuit keynésien	70
4.4. La régulation capitaliste selon le circuit keynésien	74
L'essentiel	77
Entraînez-vous	78
Solutions	80

Partie 2

Le système de comptabilité nationale : une représentation détaillée du circuit économique

85

Chapitre 4 Le circuit macroéconomique en comptabilité nationale

88

1. Les opérations	88
1.1. La production	89
1.2. La consommation	91
1.3. Les autres opérations	95
2. Les agents	99
2.1. Définition de l'agent économique : l'unité institutionnelle	99
2.2. Le regroupement des unités en secteurs institutionnels	100
3. Les comptes de secteur et leur articulation	103
3.1. L'articulation des flux dans les comptes de secteur	103
3.2. Le compte simplifié des sociétés non financières	106
3.3. Le compte du reste du monde	108
4. Le Tableau économique d'ensemble (TEE) et la représentation complète du circuit	109
4.1. Les conventions de représentation	109
4.2. Le Tableau de l'économie française	115

L'essentiel	120
Entraînez-vous	122
Solutions	125

Chapitre 5	Les lois du circuit économique national	127
1.	Les relations entre agrégats	127
1.1.	Les agrégats	128
1.2.	Les relations agrégées	130
2.	La méso-analyse de la production	135
2.1.	Le tableau entrées-sorties	135
2.2.	Le modèle de Leontief	144
	L'essentiel	148
	Entraînez-vous	149
	Solutions	151

Partie 3 ---

Les grandes fonctions économiques 153

Chapitre 6	Monnaie et crédit : des intermédiaires financiers aux entreprises	155
1.	La place de la monnaie dans l'économie	155
1.1.	La nature de la monnaie	156
1.2.	Les formes de la monnaie	159
1.3.	La création monétaire	163
2.	Le financement de l'économie	167
2.1.	Le marché des crédits ou le financement intermédié	167
2.2.	Le refinancement des crédits	171
2.3.	Le marché des capitaux ou le financement désintermédié	176
3.	La régulation de la monnaie et du crédit	183
3.1.	L'équilibre comptable	184
3.2.	La politique de la monnaie et du crédit	189
	L'essentiel	198
	Entraînez-vous	199
	Solutions	201

Chapitre 7	Investissement, production et revenu : des entreprises aux ménages	203
1.	L'investissement	204
1.1.	Investissement et capital	204
1.2.	La décision d'investissement	212
2.	Production et croissance	218
2.1.	L'évaluation de la croissance économique	218
2.2.	L'évaluation des facteurs primaires de la croissance	220
2.3.	L'évaluation des facteurs techniques de la croissance	224
3.	Revenu et inégalité	227
3.1.	Les revenus	227
3.2.	La répartition des revenus	230
3.3.	La mesure de l'inégalité de la répartition	233
	L'essentiel	238
	Entraînez-vous	239
	Solutions	240
Chapitre 8	Consommation et épargne : des ménages aux intermédiaires financiers	242
1.	La fonction de consommation	243
1.1.	L'analyse keynésienne de courte période	244
1.2.	La fonction friedmanienne de longue période	248
2.	Le rôle macroéconomique de l'épargne	251
2.1.	L'épargne et la circulation monétaire	252
2.2.	Épargne et crise	260
	L'essentiel	264
	Entraînez-vous	265
	Solutions	266

Partie 4 ---

Introduction à l'analyse macroéconomique des déséquilibres

269

Chapitre 9	L'inflation et le chômage	270
1.	La relation inflation-chômage dans la logique du marché	270

1.1.	La relation de Phillips-Lipsey	271
1.2.	La caution keynésienne	273
1.3.	La stagflation, le monétarisme et la crise du keynésianisme	274
2.	La relation inflation-chômage dans la logique du circuit	277
2.1.	Chômage conjoncturel et chômage structurel selon le circuit keynésien	277
2.2.	L'inflation de sortie de crise et l'analyse keynésienne de la stagflation	278
2.3.	La réfutation keynésienne de la théorie quantitative de la monnaie	282
	L'essentiel	284
	Entraînez-vous	285
	Solutions	286
Chapitre 10	Crises financières et crise écologique	289
1.	Les déterminants des crises financières	289
1.1.	La théorie de la déflation par la dette de Fisher	290
1.2.	Incertitude et comportement conventionnel chez Keynes	292
1.3.	L'hypothèse d'instabilité financière de Minsky	294
2.	La crise écologique	296
2.1.	La macroéconomie au défi de l'écologie	296
2.2.	Le rôle de la croissance	299
2.3.	Pour une économie raisonnable	301
	L'essentiel	303
	Entraînez-vous	304
	Solutions	305
Annexe	Conseils méthodologiques pour la dissertation en économie	307
	Bibliographie	311
	Index	315

À Frédéric Poulon

Avant-propos

Ce manuel de *Macroéconomie* n'est pas, à proprement parler, un nouveau manuel. Il est l'héritier d'*Économie générale* de Frédéric Poulon qui, de 1982, date de la première édition, à 2015, date de la huitième et dernière édition, a permis à de nombreuses générations d'étudiants de s'initier à l'économie. C'est aujourd'hui pour moi un grand honneur, mais également une grande responsabilité, que de continuer à faire vivre un ouvrage dont les qualités pédagogiques sont unanimement reconnues.

Je tiens à remercier très chaleureusement Frédéric Poulon, qui a été mon professeur, puis mon directeur de thèse, pour la confiance qu'il m'a accordée en me permettant de prolonger son travail. Je souhaite également remercier les éditions Dunod pour le soutien apporté à ce passage de témoin. Je suis particulièrement reconnaissant envers Nathalie Bourdon qui a initié ce projet, ainsi qu'envers Anne-Sophie Bourg et Sandrine Paniel qui en ont assuré le suivi rigoureux.

Ce manuel est une introduction à la macroéconomie. Il est destiné en priorité aux étudiants de L1 Économie-Gestion, mais aussi aux étudiants débutants d'autres filières (AES, IEP, Droit, CPGE, etc.). De ce fait, il ne nécessite aucun prérequis en économie ou en mathématiques.

Conformément à la tradition perpétuée par Frédéric Poulon, priorité est donnée à l'analyse de circuit que Joseph Schumpeter considérait comme l'une des lignes de force les plus importantes de toute l'analyse économique. Cette approche fournit un lien naturel avec la comptabilité nationale qui est au cœur des enseignements de L1. Elle consacre le rôle central de la monnaie en économie et permet d'analyser les causes des crises économiques. Au final, elle offre une représentation complète et réaliste du fonctionnement de nos économies contemporaines.

Introduction

Une brève histoire du capitalisme

Les sept décennies qui nous séparent aujourd'hui de la fin de la Seconde Guerre mondiale recouvrent trois périodes contrastées. La première, dite des « Trente Glorieuses », nous laisse le souvenir d'une grande prospérité. Le choc pétrolier de 1973-1974, en ouvrant la deuxième grande crise du xx^e siècle (après celle de 1929), mit un terme à cette période faste. Elle fut suivie de trois autres décennies appelées, par opposition avec les trois précédentes et pour pasticher la célèbre expression de Jean Fourastié, les « Trente Piteuses ». Elles ont débouché en 2007 sur une crise de grande ampleur qu'on a comparée à celle de 1929. Cette troisième grande crise en l'espace d'un siècle, doublée d'une crise écologique dont les effets sont aujourd'hui très visibles, ouvre une nouvelle période qu'il est prématuré de vouloir dépeindre. Mais nous pouvons tenter de saisir le fil de ce vaste mouvement qui depuis un siècle, et en réalité bien au-delà, semble conduire le capitalisme.

Ce mouvement, dont la phase actuelle est nommée « mondialisation », est une gigantesque dynamique de flux et de reflux à travers le temps et l'espace. Fernand Braudel a magistralement décrit les flux et reflux géographiques du capitalisme autour de ses « villes-mondes » successives : Florence et Bruges à la fin du Moyen Âge, Venise et Anvers à la Renaissance, puis au $xvii^e$ siècle Amsterdam, ville-monde à laquelle succède Londres aux $xviii^e$ et xix^e siècles avant que, traversant l'Atlantique, le centre du capitalisme n'élise domicile, aux xx^e et xxi^e siècles, à New York.

Ce balancement géographique du capitalisme au cours du temps se double d'une marche séculaire où alternent de longues phases de mondialisation et de « démondialisation ». La mondialisation actuelle serait en fait déjà la troisième :

- la *première*, commencée par les Grandes Découvertes, couvre les xv^e et xvi^e siècles ; elle correspond à l'essor du *capitalisme commercial*, premier stade du capitalisme. Elle est venue buter, aux $xvii^e$ et $xviii^e$ siècles, sur la montée en Europe des États-nations et les remparts dont ceux-ci se sont entourés ;
- la *deuxième* mondialisation, au xix^e siècle, est contemporaine de la révolution industrielle, et correspond au *capitalisme industriel*, deuxième stade du capitalisme ; elle atteint son apogée dans les années 1860-1880 marquées, comme l'a souligné Paul Bairoch [1999]¹, par l'extension maximum du libre-échange et le lancement des puissances européennes dans l'aventure coloniale ; elle vient échouer sur la Première puis la Seconde Guerre mondiale et, dans l'entre-deux, la Grande Crise des années 1930 et la vague consécutive de protectionnisme ;

1. Les références entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'ouvrage.

- avec l'avènement du *capitalisme financier*, troisième stade du capitalisme, qui prend son envol dans les années 1970 après que le dollar se fut libéré de la contrainte de l'or et que les chocs pétroliers eurent amené une internationalisation de la finance, apparaît la *troisième* mondialisation qui, selon toute vraisemblance, pourrait à son tour, comme les deux précédentes, être suivie de « démondialisation ».

Il y a toute raison de penser que cette succession, liée à l'histoire même du capitalisme, se poursuivra aussi longtemps que perdurera celui-ci. Du reste, après New York, les villes-mondes candidates à sa succession sont d'ores et déjà légion : Shanghai, Delhi, Séoul... Toutefois, la contrainte écologique, dont nous pouvons sentir la force croissante comme le changement climatique en cours, devrait nous inciter à repenser le mode de fonctionnement de nos sociétés modernes, donc à nous interroger sur le bien-fondé du capitalisme contemporain.

Formuler un jugement sur l'économie de son temps nécessite, comme nous y invite Braudel, à prendre une certaine hauteur de vue, faute de quoi on est voué à regarder avec des œillères le monde qui nous entoure. De ce demi-aveuglement, bien des exemples nous sont hélas donnés jusque dans l'histoire contemporaine.

Lorsqu'apparut la crise de 1929, les esprits mal préparés crurent, malgré l'ampleur, à la répétition d'une crise semblable à celles qui à un rythme décennal avaient scandé au siècle précédent l'histoire du capitalisme. En bref, on crut la crise conjoncturelle. « La reprise est au tournant de la rue » proclamait avec optimisme le chef de l'exécutif américain d'alors, le président Hoover. Il fallut plusieurs années pour comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une crise conjoncturelle, mais d'une crise profonde, durable, structurelle en somme. Et il ne fallut pas moins que la Seconde Guerre mondiale et l'immense chantier qui s'ensuivit pour relancer le capitalisme mondial.

Lorsque survint la rupture de 1973 causée par le quadruplement brutal du prix du pétrole, on commit la même erreur. On crut que pour remédier à l'anémie que le choc pétrolier avait infligée à l'économie mondiale, il suffisait d'injecter dans celle-ci un sang neuf par un gigantesque recyclage des capitaux absorbés par les pays exportateurs de pétrole. Ainsi s'est mis en place, à l'échelle planétaire, le recyclage des « pétrodollars » qui a entraîné les pays non producteurs de pétrole, et parmi eux l'immense majorité des pays en développement, dans une colossale spirale d'endettement, sans pour autant faire revenir la croissance. Ce n'est qu'après le second choc pétrolier, en 1979, et l'éclatement consécutif de la grande crise internationale d'endettement, en 1982, que les mentalités ont changé. On cessa d'incriminer exclusivement les pays pétroliers. L'idée commença à se répandre que la rupture de 1973 avait des racines plus profondes, plus lointaines. En France, une étude clairvoyante et en avance sur son temps, publiée dès 1974 par l'Insee sous le titre *Fresque historique du système productif*, avait montré que la situation n'avait pas attendu le premier choc pétrolier pour se dégrader : la dégradation, notamment des profits des entreprises, avait commencé en fait vers le milieu des années 1960, c'est-à-dire à un moment où la concurrence internationale s'était mise à frapper de plein fouet notre économie et beaucoup d'autres avec elle. Ainsi, l'internationalisation – appelée

plus tard globalisation ou mondialisation – s’apprêtait au seuil des années 1980 à passer sur le banc des accusés.

L’internationalisation de la production et des échanges, provoquée par l’abaissement général des barrières douanières, est un phénomène majeur de notre temps. Mais, sous-jacent, un phénomène plus fondamental encore apparaît : la primauté de la monnaie et de la finance. Cette primauté est aujourd’hui si manifeste, si éclatante qu’il n’est pas exagéré de dire de notre époque qu’elle est avant tout celle de l’avènement du règne absolu de l’argent sur le monde.

La « monétisation » des économies est pourtant un phénomène ancien dont l’origine remonte au XVI^e siècle, aux premiers temps du capitalisme commercial. La monnaie, auparavant, était surtout une réserve de richesse, vouée plus à la thésaurisation qu’à la dépense. Avec le nouvel essor du commerce, elle tend à être de plus en plus un instrument de transaction. La sphère des échanges marchands se développe, tandis que la quantité de monnaie s’accroît par la découverte de nouvelles mines d’or et d’argent et, plus tard, par l’invention d’autres formes de monnaies telles que la monnaie fiduciaire ou la monnaie scripturale. Mais ce développement ne se fait que très progressivement. Il appelle en réalité des bouleversements politiques et sociaux qui prendront forme, en France par exemple, dans la Révolution de 1789 puis dans les conquêtes successives du libéralisme tout au long du XIX^e siècle.

La liberté, et d’abord la liberté de chacun de disposer de sa propre personne, est en effet la condition première du développement des échanges. Si l’abolition du servage est déjà en grande partie chose faite à la veille de la Révolution française, la suppression des corporations dans les villes enlève les dernières entraves à la libre utilisation de la main-d’œuvre par tous ceux qui ont les moyens de l’acheter. La disparition des réglementations corporatives, la dissolution des liens personnels qui unissaient le maître à ses compagnons, le seigneur à ses serfs, le monarque à ses sujets et, au lieu de cela, l’instauration de la liberté, notamment celle des échanges, signifie, pour qui a de l’argent à investir, l’espoir d’une appropriation illimitée du travail d’autrui et par suite une accumulation infinie de richesses. Le jeu n’est cependant pas sans risque puisqu’il implique la libre concurrence, c’est-à-dire finalement la liberté pour le plus fort de « dévorer » le plus faible. Telle est la règle du capitalisme industriel qui a surtout pris son essor au XIX^e siècle en n’hésitant d’ailleurs pas à substituer à l’asservissement individuel, qu’il avait juridiquement aboli au-dedans, celui de contrées lointaines à la conquête desquelles il s’est lancé au-dehors, mettant ainsi en lumière ce paradoxe du capitalisme de toujours vouloir à la fois libérer et asservir.

À peine la colonisation était-elle achevée qu’apparaissait son contraire. Le grand mouvement de décolonisation, qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, ne fut pas seulement une victoire de mouvements nationalistes sur la résistance parfois opiniâtre des métropoles. Il est dû également à la pression de nouvelles puissances capitalistes, privées de colonies parce que formées plus tardivement, mais devenues prépondérantes dans le monde de l’après-guerre. En supprimant la sujétion des colonies à leur métropole, le

capitalisme financier contemporain a pour ainsi dire répété, mais à l'échelle des nations, le processus de libération qui, jadis, à l'aube de la révolution industrielle et à l'échelle des individus, avait ouvert un espace immense à l'expansion de la sphère des échanges marchands.

L'histoire économique du monde depuis la deuxième moitié du xx^e siècle est au fond celle de la mise en place par séismes successifs de ce capitalisme financier transnational. La crise de l'or, dans les années 1960, supplanté par le dollar américain au début des années 1970, la grande crise internationale d'endettement des années 1980 consécutive aux deux chocs pétroliers, la crise financière internationale de la première décennie du xxi^e siècle, en ont été jusqu'à ce jour les principaux épisodes. Le processus est loin encore, semble-t-il, de son achèvement. Mais d'ores et déjà, il est sûr qu'il faut en priorité s'attacher à la logique du fonctionnement de l'économie monétaire pour comprendre le monde où nous vivons.

La place de la monnaie est d'ailleurs, depuis longtemps, l'objet d'une controverse ardente entre les économistes. La discussion n'est pas seulement académique. Elle cache une radicale opposition de croyance en l'aptitude de l'économie libérale à bien fonctionner ou non. Les uns, pour qui la monnaie au fond n'est qu'un « voile » qu'il suffit de soulever pour percevoir la réalité des phénomènes, croient l'équilibre accessible par le libre jeu du marché entre les entreprises, qui offrent les produits, et les travailleurs, qui les acquièrent en échange de leur travail. Les autres, pour qui la monnaie est, bien plus qu'une sorte de bon d'achat, la faculté même d'acheter ou de ne pas acheter, pensent que son intervention dans l'économie est de nature à engendrer le déséquilibre. La première conception des choses a longtemps prévalu. Elle a été mise en défaut, de façon flagrante, par la grande crise des années trente qui a révélé l'inexistence d'un équilibre automatique et suscité alors un renouvellement de la théorie d'où est issu le rejet, de nos jours, de la classique « dichotomie » entre les questions monétaires et les questions dites réelles.

Renoncer à cette dichotomie exige que l'on fasse entrer en scène, à côté des acteurs habituels que sont les entreprises et les ménages, les agents dont la fonction principale est d'émettre et de réguler la monnaie ainsi réhabilitée. Ces agents sont les intermédiaires financiers et, plus particulièrement, les banques. L'économie monétaire, par opposition à l'économie classique qui ne nous présentait que deux catégories d'agents, est une économie à trois catégories d'agents, chacune ayant un rôle spécifique :

- les *banques* : elles prêtent de l'argent aux entreprises pour leur permettre d'entreprendre leur activité de production ;
- les *entreprises* : elles utilisent l'argent à divers achats et notamment au paiement de salaires aux ménages dont elles acquièrent la force de travail ;
- les *ménages* : ils dépensent leurs revenus monétaires en consommation auprès des entreprises jusqu'au moment où ils préfèrent les conserver en épargne.

La monnaie, alors, fait pour ainsi dire retour aux banques au terme d'un parcours constituant son circuit. Le circuit de la monnaie se résume tout entier dans le « principe

fondamental des économies monétaires » qui s'énonce ainsi : *une première catégorie d'agents prête à une deuxième catégorie qui achète pour vendre à une troisième qui vend pour acheter.*

Objectif de cet ouvrage

Analyser l'économie monétaire – c'est-à-dire l'économie où nous vivons – consiste à partir de ce principe et à l'examiner dans tous ses développements. Tel sera l'essentiel de notre tâche dans les quatre parties de ce livre :

- La *première partie* définit l'approche macroéconomique (chapitre 1) et fournit, à partir de la logique du circuit, une représentation simplifiée du circuit économique, en adoptant successivement le point de vue de Marx (chapitre 2) et celui de Keynes (chapitre 3).
- La *deuxième partie* rend compte de la représentation détaillée du circuit économique national fournie par la comptabilité nationale, qui sera traitée à travers notre système actuel de comptabilité nationale (chapitres 4 et 5).
- La *troisième partie* entraîne le lecteur dans une exploration de toutes les grandes fonctions économiques dans l'ordre imposé par le sens même de la circulation monétaire. Sont ainsi successivement abordés :
 - la monnaie et le crédit, ce qui nous fait passer des intermédiaires financiers aux entreprises (chapitre 6) ;
 - l'investissement, la production et les revenus, avec le passage des entreprises aux ménages (chapitre 7) ;
 - la consommation et l'épargne, avec le retour de la monnaie des ménages aux intermédiaires financiers (chapitre 8).
- La *quatrième partie* constitue une introduction à l'analyse macroéconomique des déséquilibres contemporains, avec l'étude de l'inflation et du chômage (chapitre 9), puis celle des crises financières et de la crise écologique (chapitre 10).

Partie 1

L'approche macroéconomique et la représentation simplifiée du circuit économique

Introduction

L'économie est une science. Par opposition à la philosophie, que Paul Valéry qualifiait d'« exercice de la pensée sur elle-même », la science peut être définie comme un exercice de la pensée sur les objets. La science économique a pour objet l'être humain et son comportement en société. Elle est donc une science sociale, au même titre que la sociologie, la psychologie, l'anthropologie, etc. À ce titre, elle étudie la production, la répartition et l'utilisation des richesses d'une société et s'attache notamment à donner des réponses aux questions suivantes : que produire ? Pour qui produire ? Comment produire ?

Étymologiquement, « économie » vient du grec ancien « *oikonomia* », terme associant « *oikia* » (la maison) et « *nomos* » (la règle), qui désignait la gestion des affaires domestiques et, par extension, la façon dont les biens sont produits, répartis et échangés dans la cité. Au XIX^e siècle, David Ricardo, dans son ouvrage *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* [1821], assigne pour but à l'économie politique de déterminer les lois qui gouvernent la répartition des richesses. La question du partage est en effet centrale car elle contient celle des conflits sociaux – qui commande cette répartition – et celle de la rareté. Or, sans rareté, pas de problème de répartition, donc pas de problème économique.

Selon la définition de Lionel Robbins [1932], qui est la référence aujourd'hui dans de nombreux manuels, l'économie est « la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre des fins et des moyens rares à usages alternatifs ». Cette définition met en avant la façon particulière dont l'économie traite des comportements humains : les individus – ou les groupes d'individus – agissent parce qu'ils ont des besoins à satisfaire, qui concourent à la réalisation de leur bonheur, tout en évoluant dans un environnement où les moyens dont ils disposent sont limités, ce qui les renvoie à la dure réalité de leur labeur. Mais elle laisse ouverte l'une des grandes questions qui divisent les économistes : la quête du bonheur est-elle affaire individuelle ou collective ? Les hommes, à l'origine, sont-ils des êtres solitaires ou des êtres solidaires ?

Les uns, proches ou lointains disciples de Kant, pensent que la conscience individuelle constitue le fondement du lien social : l'homme ne vit en société que parce qu'il a conscience de pouvoir ainsi accroître son bonheur. Les autres, proches de Marx, pensent que le fait social doit être posé comme donnée première, et que c'est l'expérience sociale des hommes qui permet le développement de leur conscience. Ce débat philosophique sur l'antériorité du conscient ou du social se projette dans l'opposition des deux méthodes fondamentales de la science économique : la méthode microéconomique et la méthode macroéconomique.

À partir de cette opposition, le chapitre 1 présente les caractéristiques principales de l'approche macroéconomique qui sera utilisée tout au long de cet ouvrage. Cette approche permet de fournir une représentation simplifiée du circuit économique, que nous aborderons du point de vue de Karl Marx (chapitre 2) puis de John Maynard Keynes (chapitre 3).

L'approche macroéconomique

Introduction

La logique du circuit privilégiée tout au long de cet ouvrage s'oppose à la logique du marché et s'inscrit dans une approche macroéconomique qu'il convient de distinguer de l'approche microéconomique. À l'intérieur du champ macroéconomique, elle se situe dans une démarche que l'on qualifie d'hétérodoxe et, plus particulièrement, de post-keynésienne.

Objectifs

Distinguer la macroéconomie de la microéconomie.

Caractériser les deux grandes approches, orthodoxe et hétérodoxe, en macroéconomie.

Présenter l'analyse post-keynésienne.

Concepts clés

Macroéconomie et microéconomie

Holisme

Individualisme méthodologique

Rationalité

Demande effective

Économie monétaire de production

1 Les deux voies de la science économique : la macroéconomie et la microéconomie

Les approches macroéconomique et microéconomique procèdent chacune d'une vision du monde différente, de laquelle découlent des clivages importants.

1.1 Deux visions du monde différentes

Quand on aborde l'économie, on constate qu'il existe une double acception de ce terme qui désigne aussi bien la *réalité* économique que la *science* économique. Il y a, bien sûr, une relation entre l'une et l'autre, étant entendu que la science est image et interprétation de la réalité. Mais celle-ci est trop complexe pour être abordée de plain-pied. Il faut, ne serait-ce que pour l'observer, disposer d'instruments d'optique appropriés que fournit la science économique.

Mais, là, surgit un désaccord sur la manière dont il convient d'observer la réalité économique. Pour les uns, il convient de l'observer au « microscope », comme le biologiste pour les cellules d'un organisme vivant, afin de comprendre les éléments de base de

l'organisme. Pour les autres, au contraire, c'est d'un « microscope » qu'il faut se doter car ce qui importe, c'est l'observation directe de l'organisme tout entier. Cette dualité d'optique est courante dans les sciences (physique, biologie, médecine, etc.) et, souvent, ces deux optiques se complètent, s'harmonisent. Mais il en va différemment en économie où les deux méthodes sont moins en harmonie qu'en opposition.

La méthode microéconomique correspond à une lointaine conception individualiste qui était déjà celle d'Aristote (IV^e siècle avant J.-C.). Celui-ci opposait l'« économique », définie comme science de l'homme vivant en famille, à la « politique » ou science de l'homme vivant dans sa cité, c'est-à-dire, aux yeux des Grecs de l'Antiquité, dans sa nation. L'économie, beaucoup plus tard, deviendra politique au sens précis du terme, mais la conception individualiste se maintiendra, et même se développera jusqu'à nos jours. Selon cette conception, c'est dans la conscience individuelle d'agents supposés libres et rationnels que doit être cherché le fondement des lois sociales de l'échange et de la production : chacun n'échange que dans la mesure où il le juge utile pour lui-même, et cela suffit à assurer l'équilibre social. Tout repose ainsi sur l'étude du comportement d'un agent type, l'*homo economicus*, élément irréductible et fondamental. Cet agent, parfaitement rationnel, est le point de départ de l'analyse microéconomique qui constitue bien une approche abstraite de l'économie, rigoureuse mais épurée, usant et parfois abusant des mathématiques, ce qui est particulièrement vrai de la microéconomie contemporaine, reconstruite dans la deuxième moitié du XX^e siècle sur le modèle de la théorie mathématique des ensembles.

La méthode macroéconomique, elle, correspond à une conception plus récente que l'on peut faire remonter aux philosophes matérialistes du XVIII^e siècle et, en tout cas, à Marx qui l'a clairement exposée. La science économique y est avant tout une science sociale qui cherche à établir des lois macroéconomiques spécifiques, indépendantes des individus d'ailleurs non modélisés sur aucun agent type ; ils n'ont d'importance que par la place qu'ils occupent les uns par rapport aux autres. L'économie est considérée comme une sorte d'organisme dont tous les organes interdépendants apparaissent voués à des tâches spécifiques et bien ordonnées. Elle est ce que l'on peut appeler un système. C'est toutefois Keynes qui apparaîtra, suite à la parution en 1936 de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, comme le père de la macroéconomie moderne.

La science économique est soumise à cette double attraction de la micro-analyse et de la macro-analyse qui, sans être totalement exclusives l'une de l'autre, se tolèrent mal entre elles car s'opposant sur plusieurs points essentiels.

1.2 Les trois grands clivages : monnaie, équilibre, temps

Aujourd'hui, ces deux branches de l'économie ont atteint un égal développement, ce qui rend leur rivalité encore plus forte. Il y a entre elles trois grands clivages :

- la *monnaie* est la première pierre d'achoppement. Les microéconomistes en font généralement abstraction, ne voyant en elle qu'un simple intermédiaire des échanges

sans influence sur les phénomènes économiques réels : à leurs yeux, la monnaie n'est qu'un voile qu'il faut soulever pour percevoir la réalité économique. Les macroéconomistes, au contraire, jugent la monnaie fondamentale en ce sens que c'est elle, disent-ils, qui commande aux phénomènes économiques réels ;

- l'*équilibre* est le deuxième sujet de discord. Les microéconomistes pensent que l'économie, sous la condition de libre concurrence entre les agents, tend d'elle-même vers l'équilibre, c'est-à-dire un état où chacun est aussi satisfait que possible. Les macroéconomistes pensent au contraire que l'économie livrée à elle-même ne tend pas vers l'équilibre mais, en raison du rôle central joué par la monnaie, vers la crise économique, c'est-à-dire le déséquilibre ;
- le *temps*, enfin, marque la troisième grande opposition. En microéconomie, le temps, comme la monnaie, joue un rôle secondaire, voire nul : la microéconomie est statique. En macroéconomie, au contraire, le temps (lié à la monnaie, comme le souligne le proverbe « le temps, c'est de l'argent ») est au cœur de l'analyse, laquelle est inséparable de la période de temps dans laquelle elle s'inscrit : la macroéconomie est dynamique.

En somme, la microéconomie fait une analyse réelle et statique de l'équilibre, tandis que la macroéconomie propose une analyse monétaire et dynamique des déséquilibres et, plus spécialement, du déséquilibre par excellence qu'est la crise économique.

2 Macroéconomie orthodoxe et macroéconomie hétérodoxe

L'approche macroéconomique est elle-même diverse. L'école néo-classique, qui représente aujourd'hui le courant dominant en économie, a bâti une macroéconomie orthodoxe reposant assez largement sur des fondements microéconomiques. Robert Lucas, un des chefs de file de cette école, nie le bien-fondé de la distinction entre microéconomie et macroéconomie. Pour lui, les modèles macroéconomiques doivent être déduits des comportements des individus tels qu'ils sont modélisés par la microéconomie.

La macroéconomie hétérodoxe rassemble des courants divers (marxistes, keynésiens, etc.) ayant en commun leur opposition à la macroéconomie néo-classique. Cette opposition concerne ce qu'Axel Leijonhufvud nomme les *présupposés*, c'est-à-dire les concepts essentiels qui structurent un paradigme et à partir desquels des théories vont être élaborées. Marc Lavoie [2004] résume en cinq points la différence entre les deux macroéconomies (figure 1.1).

2.1 Réalisme et instrumentalisme

La macroéconomie orthodoxe est dite *instrumentale*. Pour elle, une hypothèse n'a de valeur que si elle permet de faire des prédictions ou de caractériser une nouvelle situation d'équilibre, peu importe donc qu'elle soit réaliste. Milton Friedman, qui développe cette idée en 1953 dans un texte intitulé « La méthodologie de l'économie positive »,

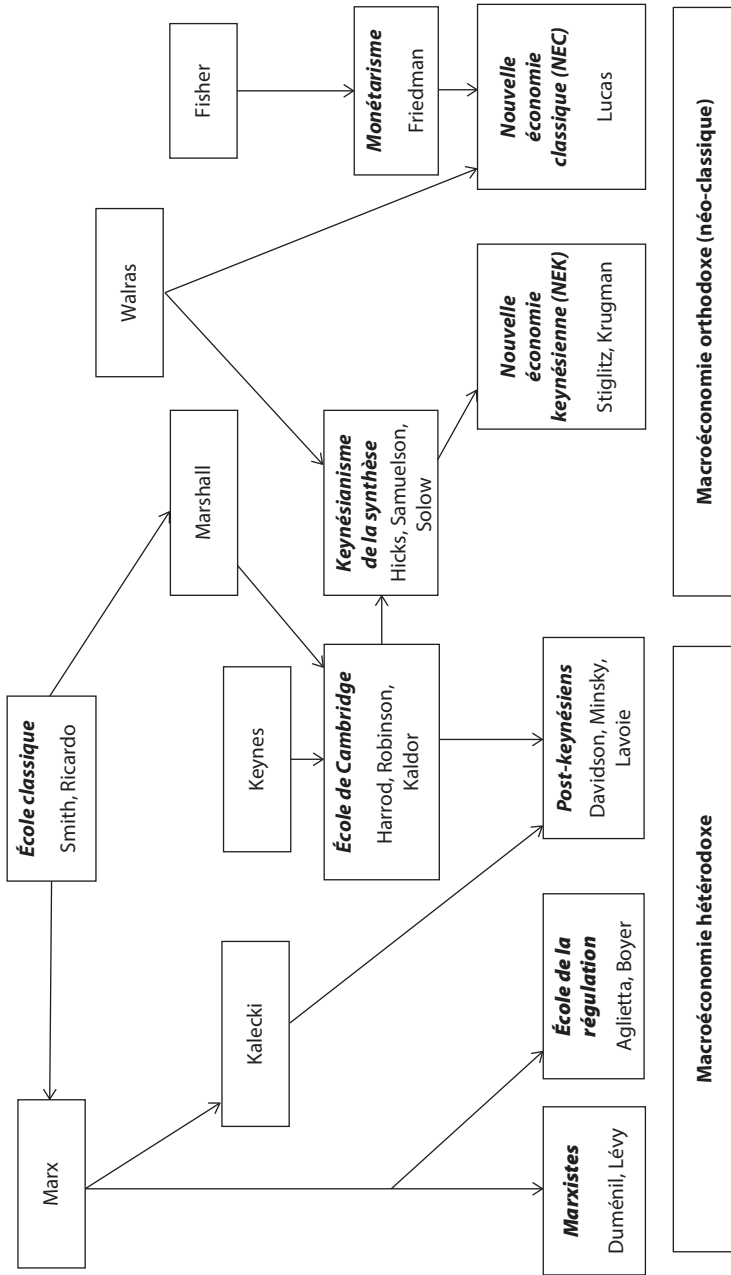


Figure 1.1 – Filiation des principaux courants de pensée en macroéconomie

Source : d'après LAVOIE, 2004, p. 9.

considère même que des hypothèses non réalistes sont un gage de plus grande efficacité et fait l'éloge du « faisons comme si ».

Ainsi, faisons comme si aucun intervenant sur un marché, qu'il soit vendeur ou acheteur, ne pouvait occuper une position dominante. Faisons comme si l'information disponible était parfaite, comme si la concurrence ne pouvait s'opérer que par les prix, comme si tout le monde pouvait accéder librement à n'importe quel marché et comme s'il y avait une parfaite mobilité du travail et du capital, de sorte que l'on puisse remplacer instantanément l'un par l'autre¹. Faisons donc comme si ces cinq hypothèses étaient réalisées – ce qui n'est bien évidemment pas le cas dans la réalité – et, nous disent les auteurs néo-classiques, nous pourrions montrer que le modèle de concurrence pure et parfaite est très performant puisqu'il permet de caractériser un équilibre stable et de mettre en évidence les conséquences de telle ou telle décision de politique économique.

Cette approche abstraite de l'économie permet donc de fournir une représentation « idéale » de celle-ci. L'économie réelle doit tenter de se rapprocher le plus possible des hypothèses de ce modèle abstrait afin de gagner en efficacité.

Si la macroéconomie hétérodoxe reconnaît que toute construction théorique est obligatoirement une simplification de la réalité, elle considère qu'adopter des hypothèses simplificatrices ne signifie pas pour autant que celles-ci doivent être irréalistes. En effet, une carte routière présente une vision simplificatrice de la réalité topographique mais permet à toute personne l'utilisant d'aller d'un point A à un point B sans se tromper, ce qu'une carte avec une représentation irréaliste ne permettrait pas. Si la théorie est obligatoirement simplificatrice, elle doit décrire le monde tel qu'il est – et donc être réaliste – et non un monde imaginaire ou tel qu'il devrait être.

2.2 Holisme et individualisme méthodologique

L'individu est au cœur de la macroéconomie orthodoxe qui, rappelons-le, a des bases microéconomiques fortes. Elle étudie donc le comportement d'agents représentatifs qui cherchent à maximiser quelque chose en ayant des ressources limitées. Ainsi, le consommateur maximise son bien-être – sa satisfaction – à partir de son revenu qui est, par définition, limité. Le producteur cherche quant à lui à maximiser son profit en fonction des contraintes technologiques et de coûts qu'il rencontre. Le passage du niveau microéconomique au niveau macroéconomique s'opère par agrégation des comportements individuels. Il apparaît donc, comme l'avancé Bernard Mandeville en 1714 dans *La fable des abeilles*, que les vices privés, entendus comme la recherche de son intérêt propre, conduisent au bien public et à la prospérité, idée qui inspirera Adam Smith. Dit autrement, l'addition des égoïsmes conduit, grâce à une « main invisible », au bonheur généralisé.

Aujourd'hui, Jean Tirole [2016, p. 123] considère que « l'approche économique est celle de l'« individualisme méthodologique », selon lequel les phénomènes collectifs

1. Nous retrouvons ici les cinq conditions fondant l'existence d'un marché de concurrence pure et parfaite : atomisticité, information parfaite, homogénéité des produits, libre accès au marché et parfaite mobilité des facteurs de production.

résultent des comportements individuels et à leur tour affectent ces derniers ». Afin d'aligner les intérêts individuels sur les objectifs collectifs, il convient alors de se placer derrière un « voile d'ignorance » – une notion philosophique développée par Thomas Hobbes, John Locke ou encore Emmanuel Kant –, c'est-à-dire de raisonner comme si les individus ne connaissaient pas leur place dans la société. Dans un tel cadre, où personne n'a d'intérêt particulier à défendre, l'action de chacun est naturellement guidée par le bien commun et l'économie apparaît comme une science objective. Le rôle des pouvoirs publics est alors de fournir aux individus des *incitations* les amenant à se comporter de telle sorte que leurs intérêts individuels puissent s'accorder, autant que faire se peut, avec l'intérêt général.

Deux raisons principales conduisent la macroéconomie hétérodoxe à rejeter l'individualisme méthodologique :

- tout d'abord, des décisions microéconomiques salutaires en apparence peuvent conduire à des situations macroéconomiques néfastes ;

• Exemple

• Afin de lutter contre le chômage, chaque entreprise a intérêt à réduire ses coûts de production, et en particulier les salaires versés aux ménages, pour améliorer son profit, ce qui lui permettra d'accroître le niveau de son investissement, donc d'embaucher plus. Mais, si toutes les entreprises agissent de la sorte, l'ensemble des revenus versés aux ménages va diminuer. Les ménages devront réduire leur consommation, obligeant les entreprises à abaisser le niveau de leur production et à licencier. *Ce paradoxe des coûts*, mis en évidence par Michał Kalecki, montre qu'au final une mesure qui semble efficace au niveau individuel peut se révéler inefficace au niveau global.

- dans la macroéconomie hétérodoxe, ensuite, l'individu est un être social, c'est-à-dire un être fortement influencé par son environnement social – la classe sociale à laquelle il appartient – et par la culture qui lui a été inculquée. Ses décisions sont dictées par son environnement. Les institutions, entendues comme des organisations – un État, une banque centrale, une institution internationale, etc. – ou comme des règles ou des normes – le Code pénal, le mariage, le Code de la route, etc. – et représentant ce que Douglass North [1991] nomme des « contraintes humainement conçues qui structurent les interactions politiques, économiques et sociales », sont centrales et façonnent les comportements individuels. Il convient donc de recourir à une démarche *holiste* pour laquelle l'explication d'un phénomène ne peut se réduire à l'étude des parties qui le composent. Les relations de pouvoir et les rapports de force dans la répartition des richesses sont des questions essentielles pour la macroéconomie hétérodoxe.

2.3 Rationalité absolue et rationalité raisonnable

Dans le monde « idéal » décrit par la macroéconomie néo-classique, l'agent économique est parfaitement rationnel. Il est capable, à partir de l'ensemble des informations

disponibles, de déterminer (quasi) instantanément la situation qui se révèle la meilleure pour lui. Suivant en cela l'approche friedmanienne, on « fait comme si » l'agent économique disposait d'une information parfaite et d'une capacité de calcul quasiment infinie. On est dans l'hypothèse d'une rationalité absolue.

Pour la macroéconomie hétérodoxe, les agents économiques ont au contraire une capacité limitée à acquérir et à traiter l'information. Leur rationalité est *limitée* et leur comportement raisonnable. Il ne s'agit plus, en se plaçant dans un monde imaginaire, de déterminer une situation idéale mais, en partant du réel, d'obtenir une solution satisfaisante. Ainsi, face à un environnement incertain et complexe, les agents économiques se dotent de règles de comportement, se fixent des normes, établissent des conventions ou se fient aux décisions des acteurs dominants qu'ils pensent être mieux informés. Ils font preuve d'une rationalité raisonnable. Paul Davidson [1984, p. 572], le chef de file de l'école post-keynésienne aux États-Unis, résume cette opposition en considérant qu'« il vaut mieux être approximatif dans le vrai que précis dans le faux ».

2.4 Production et rareté

La macroéconomie orthodoxe est fondée sur l'*échange*. S'appuyant sur la définition de Robbins, elle étudie comment des ressources rares – travail et capital – sont allouées de manière optimale. La *rareté* est au cœur de l'économie. Les prix sont des indices de rareté – tout ce qui est important est rare et tout ce qui est rare a un prix élevé. Et rares, les ressources sont donc intégralement utilisées. Il s'agit de trouver la meilleure façon de les employer. La loi dite de l'offre et de la demande donne la solution.

Encadré 1.1 La « loi » de l'offre et de la demande

- La « loi » de l'offre et de la demande, popularisée par Alfred Marshall, énonce :
- 1. que l'offre d'un bien ou d'un service est une fonction croissante de son prix tandis que la demande est une fonction décroissante du prix de ce bien ou service ;
- 2. qu'il existe un prix permettant d'équilibrer l'offre et la demande.
- Or, cette « loi » n'en est pas une car elle n'est quasiment jamais vérifiée dans la réalité.
- Pour qu'elle le soit, il faudrait que pour chaque bien ou service son prix puisse varier instantanément afin d'équilibrer les offres et les demandes, donc qu'existe une institution en mesure de centraliser les propositions et de définir le prix d'équilibre de manière continue. C'est à peu près ainsi que fonctionnent les marchés financiers et certains marchés de matières premières. Mais rien de tel n'existe dans l'immense majorité des cas. Le boulanger fixe le prix de la baguette de pain en fonction de ce qu'elle lui coûte à produire, à quoi il ajoute une marge représentant sa rémunération. Il ne modifie pas le prix tout au long de la journée en fonction du nombre de clients dans sa boulangerie et des quantités de pain lui restant à vendre.
- Source : d'après BERR E., 2017, *L'Intégrisme économique*, Paris, Les Liens qui Libèrent, p. 81.

Si la macroéconomie hétérodoxe ne nie pas l'existence du concept de rareté, elle lui préfère cependant celui de *reproduction*. Elle cherche à voir comment créer des

richesses, accroître la production et améliorer le niveau de vie de la population. Le plein-emploi des ressources, en particulier celui du travail, n'est pas postulé, ce qui conduit à s'intéresser au taux d'utilisation de ces ressources plutôt qu'à la manière dont elles sont allouées. Si rareté il y a, elle est du côté de la demande de biens et services. Les contraintes s'exercent sur la *demande*, non sur l'*offre*.

2.5 L'attitude face aux marchés

Pour la macroéconomie orthodoxe, le marché représente le meilleur outil de coordination, si imparfait soit-il. L'action de l'État est vue, au pire comme perturbatrice, au mieux comme étant au service du marché comme nous l'enseigne l'*ordolibéralisme*.

Encadré 1.2 L'ordolibéralisme ou l'État au service du marché

• L'ordolibéralisme est un courant de pensée qui apparaît en Allemagne dans les
• années 1930 sous l'impulsion des travaux de Walter Eucken qui considère que « l'État
• doit consciemment construire les structures, le cadre institutionnel, l'ordre dans
• lequel l'économie fonctionne. Mais il ne doit pas diriger le processus économique
• lui-même ». L'État doit donc s'abstenir de fausser le jeu du marché en intervenant
• activement dans l'économie (l'ordolibéralisme s'oppose ainsi à l'État-providence
• keynésien). Il doit se contenter de fixer les « règles du jeu » et, en tant qu'arbitre, faire
• appliquer ces règles. Il apparaît donc comme un organe technique, de surveillance,
• qui doit favoriser l'activité et, en particulier, assurer les conditions d'une saine concu-
• rence. C'est cette approche qui façonne aujourd'hui la construction européenne.

La macroéconomie hétérodoxe considère au contraire que les marchés sont inefficients et instables – la crise de 2007-2008, dite des *subprimes*, l'a une nouvelle fois montré à propos des marchés financiers – et que la concurrence « libre et non faussée » s'apparente à une loi du plus fort qui mène à la constitution d'oligopoles ou de monopoles qui, livrés à eux-mêmes, engendrent gaspillage de ressources et inégalités toujours plus fortes. L'action de l'État est donc nécessaire : l'État doit diriger le marché et non pas être à son service.

Les différentes conceptions du marché et de l'État renvoient à des idéologies concurrentes. La macroéconomie hétérodoxe s'inscrit dans la tradition issue des économistes classiques des XVIII^e et XIX^e siècles, prolongée par Marx et Keynes, qui est celle de l'*économie politique*. L'accent est mis sur la répartition des richesses, donc sur les inégalités, les conflits sociaux, les rapports de force ou de domination. Dans une lettre adressée à Roy Harrod le 4 juillet 1938, Keynes affirme très clairement sa position : « L'économie est essentiellement une science morale, c'est-à-dire qu'elle fait appel à l'introspection et aux jugements de valeur » [traduction d'après DOSTALER, 2005, p. 137].

La macroéconomie orthodoxe, issue de la « révolution marginaliste » des années 1870 qui a donné naissance à l'école néo-classique, se veut apolitique. Elle se voit comme une *science économique* indépendante des autres sciences sociales – la sociologie, l'histoire, la science politique, etc. – tout en revendiquant une plus grande proximité avec les sciences dites « dures ».

Thomas Piketty résume la critique qui peut être adressée à l'approche orthodoxe : « Je n'aime pas beaucoup l'expression "science économique", qui me semble terriblement arrogante et qui pourrait faire croire que l'économie aurait atteint une scientificité supérieure, spécifique, distincte de celles des autres sciences sociales. Je préfère nettement l'expression "économie politique", peut-être un peu vieillotte, mais qui a le mérite d'illustrer ce qui me paraît être la seule spécificité acceptable de l'économie au sein des sciences sociales, à savoir la visée politique, normative et morale. [...] Trop longtemps, les économistes ont cherché à définir leur identité à partir de leurs supposées méthodes scientifiques. En réalité, ces méthodes sont surtout fondées sur un usage immodéré des modèles mathématiques, qui ne sont souvent qu'une excuse permettant d'occuper le terrain et de masquer la vacuité du propos » [PIKETTY, 2013, p. 945-946].

Pour lui : « La discipline économique n'est toujours pas sortie de sa passion infantile pour les mathématiques et les spéculations purement théoriques, et souvent très idéologiques, au détriment de la recherche historique et du rapprochement avec les autres sciences sociales. Trop souvent, les économistes sont avant tout préoccupés par de petits problèmes mathématiques qui n'intéressent qu'eux-mêmes, ce qui leur permet de se donner à peu de frais des apparences de scientificité et d'éviter d'avoir à répondre aux questions autrement plus compliquées posées par le monde qui les entoure » [PIKETTY, 2013, p. 63].

3 L'optique du circuit et sa filiation post-keynésienne

Si la macroéconomie « circuitiste », en particulier celle qui sera présentée à partir du chapitre 3, s'inscrit dans une démarche hétérodoxe, elle adopte les éléments essentiels de l'école post-keynésienne que Marc Lavoie et Jean-François Ponsot [2018] regroupent en cinq points.

3.1 Le principe de la demande effective

Le principe de la demande effective représente, au dire même de Keynes [1936, p. 53], « l'essentiel de la *Théorie générale de l'emploi* [qu'il se propose] d'exposer ». Selon ce principe, le niveau de l'emploi est déterminé par les entrepreneurs à partir de leurs anticipations concernant la demande de biens et services qu'ils pensent devoir satisfaire. C'est donc la demande qui gouverne l'offre, contrairement à ce que soutenaient les économistes classiques au travers de la *loi des débouchés* énoncée par Jean-Baptiste Say en 1803 selon laquelle « l'offre crée sa propre demande », loi adoptée ensuite par les économistes néo-classiques.

Le principe de la demande effective consacre le fait que, dans les économies capitalistes modernes, nous pouvons faire face à des situations où les anticipations des entrepreneurs les amènent à n'utiliser qu'une partie de la main-d'œuvre et des capacités de production disponibles. Cette situation où coexistent sous-emploi de la main-d'œuvre et capacités

de production excédentaires est d'ailleurs la règle. En excluant toute idée de rareté des facteurs de production, Keynes – et les post-keynésiens après lui – considère que la dynamique économique est dictée par la demande, tant à court terme qu'à long terme.

Ce principe consacre également le fait que l'investissement est déterminé indépendamment du niveau d'épargne des ménages et conduit au renversement du lien de causalité qui unit les deux grandeurs. Pour Keynes et les post-keynésiens, c'est l'investissement qui précède l'épargne et non l'inverse (voir chapitre 3, p. 51-52).

3.2 L'incertitude radicale

Le principe de la demande effective repose lui-même sur la notion d'incertitude, qui est au cœur de l'analyse de Keynes et constitue un des piliers de sa « révolution ». Largement influencé par les *Principia Ethica* [1903] du philosophe George Moore, Keynes considère que nous vivons dans un monde largement non probabilisable et qu'il convient donc de raisonner en *incertitude radicale*, c'est-à-dire dans un univers dans lequel « il n'existe aucune base scientifique sur laquelle construire le moindre calcul de probabilité. Simplement, on ne sait pas » [KEYNES, 1937, p. 249].

Mais, puisqu'il faut tout de même agir, il convient de trouver une nouvelle base à partir de laquelle il devient possible de prendre des décisions. Selon Keynes, ces décisions doivent être établies sur des prévisions permettant de déterminer un comportement sur une base conventionnelle, faute de pouvoir être rationnelle. Pour lui, les agents économiques, et en particulier les entrepreneurs en ce qui concerne leurs décisions d'investissement, se laissent guider par des faits dont ils se sentent suffisamment certains. Les faits peuvent même avoir un caractère secondaire pourvu que les entrepreneurs aient en eux un grand degré de confiance quant à leur pouvoir prédictif. Keynes le dit bien : « Les faits actuels jouent un rôle qu'on pourrait juger disproportionné dans la formation de nos prévisions à long terme ; notre méthode habituelle consistant à considérer la situation actuelle, puis à la projeter dans le futur après l'avoir modifiée dans la seule mesure où l'on a des raisons plus ou moins précises d'attendre un changement [...] Lorsqu'on s'attend à des changements profonds, mais qu'on est très incertain de la forme qu'ils revêtiront, on n'a qu'un faible degré de confiance » [KEYNES, 1936, p. 164].

Finalement, les entrepreneurs, s'appuyant plus sur leur instinct que sur leur raison, se fient à ce que Keynes appelle leurs « esprits animaux ».

Ainsi, la base conventionnelle qui peut être définie à partir de ce raisonnement est susceptible de conduire à des situations où la rumeur, la crainte, la désillusion ou au contraire l'espoir – qui sont autant d'éléments non probabilisables – peuvent entraîner une révision brutale et soudaine de ces prévisions.

3.3 Le temps historique

Les post-keynésiens reprennent la distinction faite autrefois par Joan Robinson [1984] entre temps logique et temps historique. Le *temps logique* est celui de l'économie orthodoxe. Il permet d'étudier des conditions d'équilibre sans se soucier du cheminement

pour y arriver. On peut modifier des paramètres afin de trouver instantanément un nouvel équilibre. Le temps n'a pas d'épaisseur et l'on peut revenir aux conditions initiales sans que cela ne modifie la première situation d'équilibre. La façon dont on passe d'un équilibre à un autre n'est pas explicitée.

Le *temps historique* est *irréversible*. Les décisions prises aujourd'hui auront des impacts dans le futur, quand bien même on déciderait par la suite de les annuler. Nicholas Kaldor [1934] a montré que les processus d'ajustement qui permettent d'atteindre un nouveau point d'équilibre affectent directement l'équilibre final. Cet équilibre final dépend donc du sentier emprunté. Pour Michał Kalecki [1971, p. 165], la tendance de longue période n'est que le résultat de la succession d'une suite de courtes périodes. Les décisions prises au cours de ces courtes périodes cumulent alors leurs effets – on parle de causalité cumulative – et conduisent à une situation de long terme différente de celle qui avait été envisagée initialement.

3.4 L'économie monétaire de production

La macroéconomie orthodoxe étudie des économies réelles d'échange, au sein desquelles la monnaie ne sert qu'à faciliter les échanges. Dans ce cadre, il y a une dichotomie entre les sphères réelle et monétaire de l'activité économique. La quantité de monnaie détermine le niveau de l'inflation – en vertu de la théorie quantitative de la monnaie (voir chapitre 6, p. 192) – mais n'exerce aucune influence sur les grandeurs réelles de l'économie (investissement, production, consommation, etc.).

Au sein de la macroéconomie hétérodoxe, l'école post-keynésienne, et donc l'école du circuit, insiste sur le fait que les économies modernes sont des économies monétaires de production, c'est-à-dire des économies au sein desquelles la monnaie joue un rôle central. Les post-keynésiens mettent l'accent sur le lien entre la monnaie et la production. L'économie est d'emblée monétaire : la monnaie est au cœur de la dynamique productive. Il n'y a donc pas de dichotomie. Au sein d'une économie monétaire de production, l'offre de monnaie est *endogène* : elle s'adapte à la demande de monnaie des entrepreneurs afin de mettre en œuvre leur plan de production, déterminé en fonction de leurs anticipations. La monnaie créée par les banques est donc au cœur du processus de production.

3.5 Les conflits de répartition

L'école post-keynésienne accorde une place centrale à la répartition des richesses et en particulier au partage de la valeur ajoutée, c'est-à-dire à la répartition des « fruits » de la croissance entre salaires et profits. Contrairement à la macroéconomie orthodoxe qui considère que les facteurs de production (travail et capital) sont rémunérés en fonction de leur productivité respective, les post-keynésiens pensent que la rémunération de ces facteurs dépend du rapport de force existant entre le travail et le capital, c'est-à-dire entre les ménages et les entreprises.

Si la question de la répartition apparaît centrale aux post-keynésiens, c'est non seulement parce qu'elle est porteuse d'un enjeu de justice sociale, mais également parce que

la répartition a elle-même une influence sur la croissance économique. À l'opposé de la macroéconomie orthodoxe qui exclut les conflits sociaux, la macroéconomie hétérodoxe, et donc l'école post-keynésienne, intègre les questions de domination et de rapport de force. Keynes lui-même, qui considérait que le pouvoir des idées était important, savait pourtant que celles qu'il défendait ne pourraient pas s'imposer uniquement à partir d'arguments économiques. Aussi concluait-il sa *Théorie générale* par cette interrogation : « Les intérêts qu'elles desservent sont-ils plus puissants et plus apparents que ceux qu'elles favorisent ? » [KEYNES, 1936, p. 375].

- 1** La microéconomie étudie le comportement individuel d'agents supposés libres et rationnels. De là elle déduit le fondement des lois sociales de l'échange et de la production : chacun n'échange que dans la mesure où il le juge utile pour lui-même, ce qui assure l'équilibre social. À partir de l'étude d'un agent représentatif, elle fournit une analyse réelle et statique de l'équilibre.
- 2** La macroéconomie est une science sociale qui cherche à établir des lois spécifiques, indépendantes des individus. Ceux-ci n'ont d'importance que par la place qu'ils occupent les uns par rapport aux autres. L'économie est ainsi considérée comme une sorte d'organisme dont tous les organes interdépendants apparaissent voués à des tâches spécifiques et bien ordonnées. L'économie est ce que l'on peut appeler un système, qui propose une analyse monétaire et dynamique des déséquilibres et, plus spécialement, du déséquilibre par excellence qu'est la crise économique.
- 3** La macroéconomie hétérodoxe décrit le monde tel qu'il est, à partir d'hypothèses réalistes, et non un monde imaginaire ou tel qu'il devrait être. Elle recourt à une démarche holiste pour laquelle l'explication d'un phénomène ne peut se réduire à l'étude des parties qui le composent. Elle ne cherche pas à déterminer une situation idéale mais à améliorer la situation existante. Les contraintes auxquelles elle fait face sont du côté de la demande (insuffisance de la demande de biens et services) plutôt que du côté de l'offre. Le rôle de l'État est de diriger le marché et non d'être à son service.
- 4** L'économie post-keynésienne adopte le principe de la demande effective selon lequel le niveau de l'emploi est déterminé par les entrepreneurs à partir de leurs anticipations concernant la demande de biens et services qu'ils pensent devoir satisfaire. Ce principe repose lui-même sur la notion d'incertitude radicale. Les décisions prises aujourd'hui auront des impacts dans le futur (le temps est irréversible). Les post-keynésiens insistent sur le fait que les économies modernes sont des économies monétaires de production, c'est-à-dire des économies où la monnaie joue un rôle central.



Entraînez-vous

SUJET DE DISSERTATION

« La macroéconomie post-keynésienne »

- 1.1** Rédigez l'introduction de ce sujet de dissertation.
- 1.2** Proposez le plan détaillé correspondant.



1.1 L'école post-keynésienne fait son apparition au cours des années 1970. Comme son nom l'indique, elle s'inspire des travaux de John Maynard Keynes, considéré comme le « père » de la macroéconomie. Son ouvrage principal, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* [1936], a donné lieu à des interprétations divergentes. Les post-keynésiens se démarquent des interprétations fournies par les « keynésiens de la synthèse » ou la « nouvelle économie keynésienne », qui s'inscrivent dans le cadre de l'économie néo-classique.

Les post-keynésiens, à l'instar de Keynes, sont principalement concernés par les questions macroéconomiques, leur démarche consistant à prolonger les travaux du célèbre économiste anglais en s'aidant de ceux de Michał Kalecki, de Joan Robinson, de Nicholas Kaldor ou encore d'Hyman Minsky, qui comptent également au nombre des précurseurs de la macroéconomie post-keynésienne. C'est l'originalité de leur approche, qui réside dans leur volonté de fournir une alternative crédible à la théorie néo-classique, que nous allons mettre en débat.

Pour ce faire, nous verrons que la macroéconomie post-keynésienne s'oppose point par point à la théorie néo-classique, dont elle réfute les éléments principaux (I). Elle permet surtout de fournir une description plus réaliste du fonctionnement de nos économies modernes (II).

1.2

I. Des fondements qui invalident la théorie néo-classique

Si les points qui opposent les post-keynésiens aux néo-classiques sont nombreux, deux éléments centraux peuvent être mis en avant : le principe de la demande effective ; et le rôle de l'incertitude radicale et du temps historique.

A. Le principe de la demande effective

Ce principe consacre le fait que le niveau de l'emploi est déterminé par les entrepreneurs à partir de leurs anticipations concernant la demande de biens et services qu'ils pensent devoir satisfaire. C'est donc la demande qui gouverne l'offre et non le contraire comme l'affirment les économistes néo-classiques. C'est le niveau de la demande anticipée qui explique celui du chômage.

Le principe de la demande effective consacre également le fait que l'investissement est déterminé indépendamment du niveau d'épargne des ménages et conduit au renversement du lien de causalité qui unit ces deux grandeurs. Pour les post-keynésiens, c'est l'investissement qui précède l'épargne et non l'inverse.

B. Incertain radical et temps historique

Les post-keynésiens raisonnent en incertitude radicale, c'est-à-dire dans un monde où nous ne savons rien du futur. Cela conduit les individus, et en particulier les entrepreneurs lorsqu'ils formulent leurs anticipations, à agir en s'appuyant plus sur leur instinct que sur leur raison, donc à se fier à ce que Keynes appelle leurs « esprits animaux ».

Contrairement à l'économie orthodoxe, les post-keynésiens appréhendent le temps dans sa dimension historique, ce qui signifie que les décisions prises aujourd'hui auront des effets dans le futur, quand bien même on déciderait par la suite de les annuler, sans toutefois pouvoir prévoir de manière certaine ce qu'ils seront.